

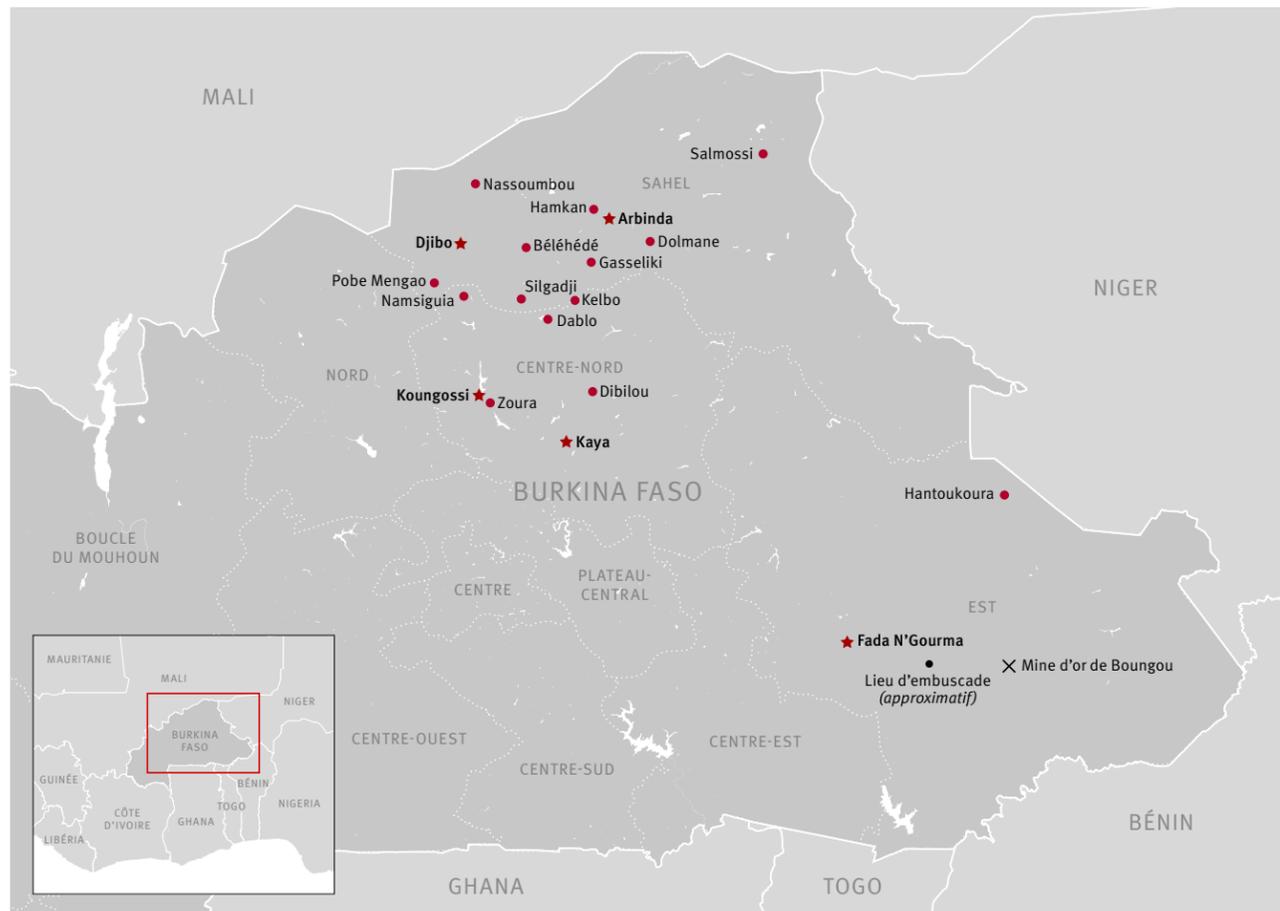


BURKINA FASO

FLAMBÉE D'ATROCITÉS COMMISES PAR DES ISLAMISTES ARMÉS, 2019

Plus de 250 civils ont été tués lors d'attaques ciblées
et d'exécutions extrajudiciaires

Carte des attaques commises par des groupes islamistes armés au Burkina Faso entre avril et décembre 2019



© 2019 John Emerson pour Human Rights Watch

INTRODUCTION

Au Burkina Faso, depuis avril 2019, des groupes islamistes armés ont tué plus de 250 civils dans des attaques ciblées et des exécutions sommaires, a déclaré Human Rights Watch aujourd'hui. Des témoins ont affirmé que les assaillants tentaient de justifier leurs meurtres en établissant un lien entre leurs victimes et le gouvernement, l'Occident ou la foi chrétienne. La recrudescence d'attaques, ces derniers mois, a amené des centaines de milliers de civils à fuir leurs domiciles.

Les groupes islamistes armés responsables des attaques ont commencé leurs opérations au Mali, au-delà de la frontière, avant de les poursuivre au Burkina Faso à partir de 2016. Au départ, les attaques étaient concentrées dans la région du Sahel, dans le nord du pays, puis elles se sont propagées de façon continue vers les régions du Nord, du Centre-Nord, de la Boucle du Mouhoun et de l'Est. Les groupes armés ont principalement recruté leurs membres parmi les communautés nomades Peul ou Fulanis, en exploitant leurs récriminations sur la pauvreté et la corruption du secteur public. Cela a attisé les tensions avec les autres communautés, largement agraires, notamment les Mossis, les Songhai, les Foulés, et les Gourmantche, qui ont été les victimes de la plupart des attaques.

« Au Burkina Faso, les groupes armés islamistes ont attaqué des civils avec une extrême cruauté, sans le moindre égard pour la vie humaine », a déclaré Corinne Dufka, directrice de Human Rights Watch pour l'Afrique de l'Ouest. « Cibler délibérément des agriculteurs, des fidèles, des employés des mines, des personnes déplacées et des commerçants, ce sont des crimes de guerre. »

Human Rights Watch a mené des entretiens avec 54 victimes et témoins d'abus, dont la majorité en personne à

Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, en novembre 2019, et aussi téléphone en décembre. Les attaques décrites ont eu lieu entre avril et décembre 2019. Human Rights Watch avait précédemment mené des recherches sur les abus des groupes islamistes armés et des forces de sécurité du gouvernement en Burkina Faso.

Depuis avril 2019, Human Rights Watch a documenté 256 meurtres de civils lors de 20 attaques perpétrées par des groupes alliés d'Al-Qaïda, dont le groupe armé local Ansaroul Islam, et l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS). Des témoins ont dit que les victimes avaient été abattues sur les marchés et dans les villages, sur leurs lieux de culte, églises ou mosquées, et alors qu'ils transportaient de l'aide alimentaire vers les camps de déplacement. De nombreuses autres personnes ont été tuées pendant des embuscades, notamment 39 employés des mines, en novembre. Les groupes islamistes armés revendiquent rarement la responsabilité des attaques.

En vertu du droit de la guerre, la lutte qui oppose le gouvernement du Burkina Faso aux groupes armés constitue un conflit armé non international. Les lois applicables sont l'article 3 commun aux Conventions de Genève de 1949 et d'autres traités et lois coutumières relatifs à la guerre, qui s'appliquent aussi bien aux groupes armés non étatiques qu'aux forces armées nationales. Les lois de la guerre interdisent les attaques contre les civils et les exécutions sommaires, la torture, les traitements cruels, la violence sexuelle et les pillages. Les violations graves de ces lois commises par des individus animés d'intentions criminelles sont des crimes de guerre.

« Les groupes islamistes armés doivent immédiatement cesser leurs attaques contre des civils », a conclu Corinne Dufka. « En même temps, le gouvernement du Burkina Faso devrait renforcer les mesures visant à protéger les communautés vulnérables, mener des enquêtes impartiales et dûment poursuivre en justice les individus impliqués dans des crimes de guerre. »



Attaque contre des employés des mines dans la région de l'Est

Le 7 novembre 2019, le Ministre de la Défense Chérif Sy et sa délégation examinent certains des bus tombés dans des embuscades tendues la veille par des islamistes armés. © 2019 LeFaso.net.

Le 6 novembre, un groupe apparemment constitué d'islamistes armés a attaqué lors d'une embuscade un convoi de cinq autocars qui transportait 241 employés de la Société canadienne d'Exploration Minière en Afrique de l'Ouest (SEMAFO). L'attaque a fait 39 morts et 60 blessés. Le convoi se trouvait à environ 40 kilomètres de la mine d'or de Boungou, dans l'est du pays, et était escorté par l'armée burkinabé. Human Rights Watch a interrogé sept survivants de l'attaque.

Les témoins ont raconté que l'escorte militaire était constituée de plusieurs soldats en moto et de deux voitures blindées qui avançaient 50 mètres au moins devant les autocars et les véhicules de société. L'un des véhicules, une camionnette, appartenait à une société de sécurité privée, Techno-Security, et transportait au moins un homme armé. Dans chaque autocar, il y avait un agent de sécurité de cette société, non armé et équipé d'un talkie-walkie.

Les témoins ont évoqué des dizaines d'attaquants revêtus d'une combinaison de camouflage militaire ou d'un

On November 7, 2019, Defense Minister Chérif Sy and his delegation examine a few of the buses ambushed by armed Islamists the day before.

© 2019 LeFaso.net.

vêtement traditionnel appelé « *boubou* ». Ils portaient des gilets de munitions et étaient armés d'armes d'assaut AK-47, de mitraillettes PKM 12, de pistolets et de couteaux. Les témoins les ont entendus parler en français, fulfudé, gourmanchéma, mooré et zerma (une langue largement répandue au Niger).

L'embuscade s'est produite dans une zone boisée sans couverture de réseau téléphonique. Vers 9 h 15, le premier véhicule blindé a heurté un puissant dispositif explosif, ce qui l'a immobilisé. Des tirs rapides ont suivi pendant environ une heure.

Deux des autocars et quelques véhicules de société qui se sont retrouvés face à l'embuscade ont toutefois réussi à se mettre en sécurité. Les trois autocars restants et les autres véhicules ont été contraints de s'arrêter, parce que leur chauffeur avait été tué ou s'était enfui, ou parce que les véhicules avaient été immobilisés par les tirs. Les assaillants ont tué et blessé de nombreux passagers puis se sont retirés. Un employé des mines a dit :

Nous avons quitté la mine à 7h 30 et nous avons rejoint l'escorte militaire à 8 h 05. Je m'étais installé confortablement et je consultais mon téléphone lorsque, à 9 h 17, j'ai entendu une explosion. J'ai cru qu'un pneu avait crevé, puis ... des coups de feu. À ce moment-là, une fenêtre a explosé... Le collègue assis à côté de moi a été touché à la poitrine et saignait abondamment. Il est tombé sur moi et est mort juste après.

Pensant que l'attaque était terminée, quelques personnes sont descendues des bus pour chercher un signal de cellulaire et ont sorti les morts et les blessés, dans l'attente de leur évacuation par les secours. Cependant, 15 à 30 minutes plus tard, les attaquants ont réapparu de la forêt et ont commencé à exécuter de nombreuses personnes, y compris plusieurs blessés, qui se trouvaient à l'intérieur ou à proximité des bus. Les témoins ont dit qu'ils n'entendaient plus les tirs de riposte de l'armée. « *C'était nous contre eux* », a dit l'un d'eux. Un autre témoin a dit :

J'étais dans le troisième bus ; notre chauffeur avait été tué et j'avais été égratigné à la tête. Après des tirs abondants, on a cru que c'était terminé et on a commencé à évacuer un collègue touché à deux reprises. Nous étions deux à le soutenir contre un arbre. Il nous a dit qu'il avait soif et nous a demandé de lui amener son sac à dos, où se trouvait une bouteille d'eau. C'est en revenant vers le bus pour récupérer le sac que j'ai vu les djihadistes sortir de la forêt. Ils tiraient en avançant vers moi. Je n'ai pas eu le choix, j'ai dû courir... Plus tard, j'ai appris que mon collègue blessé avait été exécuté près de l'arbre.

Un autre homme blessé a dit :

Nous étions sur nos téléphones ou nous regardions des vidéos quand soudain... Pam ! Pam ! Pam !... Des balles se sont mises à voler. J'ai touché mon dos : il y avait du sang. Nous nous sommes mis au sol jusqu'à ce que ce soit terminé. Mais ils sont revenus. J'ai ouvert une fenêtre et j'ai sauté. Je saignais encore. Je me suis traîné sur 20 mètres, jusqu'à un fossé où je suis resté pendant 10 minutes... Je les ai vus faire le tour du bus. J'ai baissé la tête et j'ai écouté les pas, à cinq mètres de moi. Lorsque j'en ai entendu un qui a dit « *Tuez-les et mettez le feu au bus* », je me suis levé et j'ai couru. Les balles sifflaient autour de moi.

Les témoins ont dit que les hommes armés étaient montés à bord d'au moins un bus, tirant à bout portant sur de nombreuses personnes, y compris des femmes et des blessés. Ils ont dit qu'environ cinq personnes seulement,

parmi les 35 passagers de ce bus avaient pu éviter d'être tués ou blessés. Un homme a dit :

Nous sommes restés couchés, en silence, entre les sièges. J'ai entendu les attaquants dire qu'ils allaient brûler le bus et j'ai senti l'odeur de l'essence qu'ils versaient depuis le réservoir. Quelques minutes plus tard, deux attaquants sont montés dans le bus. Ils ont volé nos téléphones et nos sacs, puis ils ont exécuté quelques personnes. Avant de nous arroser de balles, l'un d'eux a dit : « *Nous vous avons dit que nous étions contre les blancs et qu'il ne fallait pas travailler pour eux* ». Ils ont fait le tour en nous donnant des coups de pied pour voir qui était encore en vie. Ils m'ont donné deux coups de pied et m'ont frappé avec leur fusil, mais j'étais sous les corps de mes collègues morts. C'est ainsi que j'ai survécu.

Un survivant du cinquième bus a dit :

Avant qu'ils ne montent dans le bus, j'ai entendu les voix de mes collègues qui disaient : « *S'il vous plaît, pardonnez-nous* », puis les tirs. D'après le bruit de leurs pas, je pense qu'ils sont rentrés à trois dans le bus. Je les ai entendus demander à un homme blessé : « *Souffres-tu encore ?* » Puis Pam ! Pam ! Pam ! Et « *Allahu Akbar* » : « *Dieu est le plus grand* ». Puis ils ont tiré sur trois femmes qui s'étaient blotties les unes contre les autres, dont l'une est décédée et une autre a été blessée. Ils ont aussi tiré sur un homme, qui travaille dans le forage. Puis un homme corpulent, qui ne se sentait pas bien et ne parvenait pas à se coucher... Ils lui ont tiré dans la tête.

« *Lorsque l'attaque s'est terminée, nous ne pouvions que pleurer, même les soldats qui sont venus à notre secours* », a raconté un homme. « *Quelques femmes travaillent à la mine... et nous sommes proches* », a expliqué l'une de ses collègues. « *Ce matin encore, je riais avec mon amie... Sa perte me brise le cœur* ». « *Je vois sans cesse les visages de mes collègues* », a dit une autre. « *Lorsque je vois un bus ou entends un bruit fort, je revis l'attaque en boucle. J'ai l'impression que le monde n'a pas de valeur, si ce genre de chose peut arriver* », a conclu une autre.

Attaques d'églises dans les régions du Centre-Nord, du Sahel et de l'Est

Le 12 mai, 2019, environ 30 islamistes armés ont attaqué l'église catholique de Dablo, dans la région Centre-Nord. Six témoins ont décrit l'attaque, qui a fait six morts, dont le père Siméon Yampa.

Un témoin a dit :

La messe a commencé à 8h 30. Vers 8h 45, nous avons entendu les motos... Puis nous les avons vues par la fenêtre. L'église était si pleine que des dizaines de fidèles ont dû rester dehors. Un groupe de djihadistes les a encerclés puis un autre groupe est entré dans l'église. Ils ont semé la panique. Ceux qui ont pu se sont glissés dehors. Mais après, ils ont bloqué les portes.

Un fidèle qui se cachait à quelques mètres de l'église a raconté :

Le père Yampa s'est précipité dehors en passant par la sacristie. Il a couru environ trois mètres, mais un djihadiste l'a menacé de son fusil en lui disant : « *Tu ne t'échapperas pas* ». Le prêtre s'est retourné, il a levé les bras en serrant la bible et s'est effondré sur les genoux. Et le djihadiste lui a tiré dans la poitrine en disant « *Allahu Akbar* ».

Un autre fidèle a décrit ce qu'il s'était passé à l'intérieur de l'église :

Nous étions des dizaines, enfermés, dont beaucoup étaient dans le chœur. On nous a ordonné de sortir de l'église un par un après avoir donné aux djihadistes nos cartes d'identité et nos téléphones. 20 hommes environ ont dû s'allonger en ligne, dehors, à quelques mètres de l'église, visage vers le sol. Puis les djihadistes ont commencé à tuer. Je ne pouvais regarder... J'ai juste prié. Puis l'un d'entre eux a reçu un appel et la tuerie s'est arrêtée.

Une femme a dit : « *Les islamistes nous ont ordonné d'abandonner la chrétienté et ont dit que si nous [les femmes] n'étions pas voilées à leur retour, ils nous tueraient* ». Un autre témoin a ajouté qu'après les exécutions « *ils ont brûlé les habits des catéchistes, les tam-tams, les papiers de l'église, les bibles, le tissu qui couvrait l'autel et, avant de partir, ils ont volé les motos, ont*

Soutanes, documents et autres matériels calcinés après l'incendie perpétré par des islamistes armés lors de l'attaque du 12 mai 2019 contre l'église catholique de Dablo.

© 2019 Privé.



pillé ce qu'ils trouvaient et ont brûlé deux voitures et une partie du marché ».

Un homme a observé que l'attaque contre l'église « a marqué le début d'une détérioration grave de la sécurité dans notre région, qui est largement chrétienne ». Un autre a dit : « Depuis mai, il y a de plus en plus de djihadistes. Des dizaines de personnes ont été tuées dans leurs champs de culture, lors d'attaques de villages et dans des embuscades ». Selon les chefs des communautés, des dizaines de milliers d'habitants des villages ont quitté la région depuis mai 2019.

Le 13 mai, au lendemain de l'attaque de Dablo, des islamistes armés ont attaqué un cortège de fidèles catholiques qui, à l'occasion des processions mariales, transportaient une statue de la Vierge Marie de village en village, dans la province de Bam, dans la région Centre-Nord. L'attaquant a exécuté quatre hommes et brûlé la statue. Un témoin a dit :

Nous étions environ 70 fidèles, nous accompagnions la Vierge de village en village, quand soudain, j'ai vu sept motos avec deux hommes lourdement armés sur chaque moto. Ils avançaient à toute vitesse vers nous. La Vierge se trouvait sur un tricycle motorisé, avec environ 10 personnes. Je marchais avec les autres. Tous ceux qui ont pu s'enfuir l'ont fait, y compris moi-même, mais ceux qui se trouvaient sur le tricycle n'ont pas eu le temps. Quelques minutes plus tard, j'ai entendu des coups de feu... Pam ! Pam ! Vers 16 h, nous sommes revenus et nous avons trouvé les corps de nos quatre frères, visage vers le sol, à environ 40 mètres du sentier. Les attaquants avaient libéré les enfants et une jeune femme. Le tricycle et la Vierge ont été brûlés à quelques mètres de là.

Avant cela, le 28 avril, à Silgadji, village de la région du Sahel, des islamistes armés ont exécuté six fidèles de l'église protestante des Assemblées de Dieu, dont le pasteur. Il semble que les victimes, qui étaient tous des hommes, aient été ciblées en raison de leur soutien, réel ou perçu, à un groupe de défense local. Un témoin qui se cachait à environ 20 mètres de l'église a dit :

À la fin du service, j'ai vu environ 20 hommes armés encercler l'église, alors que les femmes préparaient le déjeuner. Vingt autres ont bloqué les sorties du village. Un djihadiste a pris une liste de personnes qui, selon eux, travaillaient avec le Koglweogo [un groupe d'auto-défense], et il a fait l'appel. Parmi les personnes citées se trouvaient le vieux pasteur, Pierre Ouédraogo et son fils. Ils leur ont ordonné de se coucher, visage au sol, et un

djihadiste leur a tiré deux fois à la tête. Les gens étaient horrifiés... les victimes étaient toutes [de l'ethnie] Mossi. Ensuite, ils ont pris la nourriture qui avait été préparée et ils l'ont mise dans le tricycle qui appartenait à un des hommes exécutés, puis ils sont partis.

Le 1er décembre 2019, des islamistes armés présumés ont exécuté 14 fidèles de l'église protestante de Hantoukoura, dans la région de l'Est. Toutes les victimes appartenaient à l'ethnie Gourmantché. Il y avait parmi eux le pasteur, Woba Noé, et un garçon d'environ 12 ans. Un homme qui a survécu en se cachant à quelques mètres de l'église a dit :

Le culte s'est terminé vers 12 h 45 et en sortant de l'église, j'ai remarqué six djihadistes qui attendaient à une certaine distance de là. J'ai compris que quelque chose de grave se préparait, alors j'ai couru. Je ne me suis retourné qu'une fois et c'est à ce moment-là que je les ai vus regrouper les gens. Les djihadistes portaient des turbans ; la plupart d'entre eux avaient d'imposantes carabines et des gilets équipés de compartiments à munitions. Quelques minutes plus tard, j'ai entendu des coups de feu. Lorsque j'ai su que les djihadistes étaient partis, je me suis précipité vers les lieux et j'ai trouvé 14 fidèles, visage au sol, à environ cinq mètres de l'église. Ils avaient tous reçu des balles dans la tête. On m'a raconté qu'avant de commencer le massacre, ils ont dit aux femmes de s'écarter, et qu'ils nous reprochaient notre soutien au Koglweogo, mais les membres de ce groupe avaient quitté notre village deux mois plus tôt. Les femmes poussaient des cris de désespoir. Mon cousin était parmi les morts... les djihadistes ont pris les cartes d'identité des hommes et ils ont pris, en plus, la bible de mon cousin.



Meurtre d'au moins 35 civils en décembre à Arbinda, dans la région du Sahel

Le 24 décembre, vers 4 heures du matin, un groupe islamiste armé a attaqué simultanément un détachement militaire et un camp informel de personnes déplacées internes à Arbinda, la capitale du département ayant le même nom. L'attaque a tué 7 soldats et au moins 35 civils, principalement des femmes. Le camp se situait à environ un kilomètre du détachement militaire.

Le 27 décembre, l'État islamique a revendiqué l'attaque contre le détachement militaire, mais n'a pas fait mention du meurtre des civils. Une femme a déclaré avoir vu 37 morts : 30 femmes, 5 hommes et 2 jeunes enfants. Elle a témoigné :

Lorsque les tirs ont commencé, je me suis jetée au sol et j'ai rampé jusqu'à une petite maisonnette en banco où je me suis cachée jusqu'à ce que cela s'arrête. Je les ai vus tirer sur tout ce qui bougeait et mettre le feu aux tentes. Presque tous les morts étaient des personnes déplacées. Cinq d'entre elles étaient des femmes qui étaient parties tôt ce matin-là pour aller chercher de l'eau dans le village voisin d'Ouondou. Nous pensons que les assaillants les ont tuées alors qu'elles fuyaient.

Des motos abandonnées par des islamistes armés après leur attaque du 24 décembre 2019 à Arbinda.

© 2019 Privé.

Un autre témoin a raconté :

J'ai entendu le bruit de tant de motos... Certains [islamistes armés] sont allés vers le poste de la gendarmerie, d'autres ont ouvert le feu sur nous, dans le quartier des réfugiés. J'ai vu 22 de mes voisins morts. Il y avait parmi eux deux enfants en bas âge. J'ai survécu en me cachant derrière un foyer amélioré [fourneau en argile]. Deux terroristes ont ouvert ma porte mais ne m'ont pas vue. Ensuite, ils sont entrés dans la hutte de ma voisine et l'ont abattue... Ils n'arrivaient pas à se mettre d'accord sur le fait de tuer le bébé. Finalement, ils ont tiré sur lui. Les tirs n'ont cessé qu'au vol d'un avion au-dessus de nous, c'est ce qui les a fait fuir.



Meurtre de 19 personnes transportant une aide alimentaire, dans la région Centre-Nord

Le 8 septembre, 2019, un groupe islamiste armé présumé a attaqué un convoi de tricycles motorisés qui transportait de l'aide alimentaire de Dablo à Kelbo, soit un parcours de 15 kilomètres. Kelbo accueille des dizaines de milliers de civils déplacés en raison de la flambée d'insécurité. Un communiqué gouvernemental a fait état de 14 hommes tués, mais un témoin a affirmé avoir vu 19 corps sur les lieux, ou à proximité.

Les djihadistes nous ont obligés à arrêter de cultiver et ce convoi amenait du maïs et du millet fourni par le gouvernement, qui devait nourrir environ 20 villages. Je me suis rendu sur place : l'attaque a eu lieu à quelques kilomètres de Dablo... La plupart des chauffeurs étaient originaires de là, mais certaines des victimes étaient des jeunes déplacés issus de nos communautés. J'ai vu 12 hommes — des chauffeurs et des aides — visage au sol, près de la route, en rangée, tous abattus par balles. Quelques autres avaient apparemment tenté de fuir... Nous avons trouvé sept autres corps dans les buissons. Ils ont volé trois tricycles transportant du matériel de

Des personnes déplacées attendent de l'aide humanitaire dans un village situé près de Dablo, dans la région du Centre-Nord au Burkina Faso, le 1er mars 2019.

© 2019 REUTERS/Luc Gnago

secours — 20 gros sacs sur chaque tricycle — et en ont brûlé quelques autres.

Meurtre de 23 personnes à l'extérieur d'une mine d'or artisanale, dans la région du Sahel

Le 4 octobre, vers 16 heures, des islamistes armés présumés ont exécuté au moins 23 hommes dans un marché voisin de la mine d'or artisanale de Dolmane, près de Gorgadji, un village du Sahel. Un témoin a décrit avoir vu un groupe de quelque 25 hommes qu'il a qualifiés de «djihadistes» rassemblés juste à l'extérieur du marché peu avant le début de l'attaque.

Un autre témoin a décrit le meurtre de sept hommes près de la boucherie locale :

Vers 16 h, des dizaines de djihadistes ont afflué vers le marché. Leur visage était couvert d'un turban. Ils avaient des fusils habituellement utilisés par les hommes blancs. De l'endroit où je me cachais, j'en ai vu quatre aller vers la

boucherie. Ils ont arrêté sept hommes qui bavardaient là. Ils ont volé leurs téléphones et leur argent et leur ont ordonné de se coucher. Puis l'un des djihadistes a ordonné à son groupe de tirer. Tous parlaient le pulaar de notre région. Je me suis caché jusqu'à leur départ... Les 7 morts étaient tous des orpailleurs.

Un orpailleur qui a aidé à enterrer les morts a dit :

Le lendemain matin, je suis parti à la recherche de deux neveux qui n'étaient pas rentrés, mais ils se trouvaient parmi les morts. Il y avait 23 corps autour du marché — des Bellas, des Mossis, des Peuls et des Foulés — des artisans de toutes les ethnies travaillent dans l'orpillage Il y avait sept corps près de chez le boucher, six près du moulin, six au magasin d'or et quatre près d'une boutique. Tous étaient couchés, visage au sol, abattus par balles à la tête et dans la poitrine. Les attaquants ont pillé les boutiques et volé de l'argent, une voiture et des motos. Les morts sont enterrés dans sept fosses communes.

Meurtres de 13 personnes dans le village de Pobe Mengao, dans la région Sahel

Le 26 octobre, 2019, des islamistes armés ont exécuté 11 hommes dans le village de Pobe Mengao, dans la région du Sahel. Les attaquants accusaient les habitants du village de collaborer avec les forces de sécurité du gouvernement qui, selon les témoins, avaient récemment mené une opération à proximité de leur village. Deux autres hommes ont été retrouvés plus tard non loin de là. Un témoin a dit :

Ils sont arrivés de l'ouest sur des motos et des tricycles motorisés et ont bloqué toutes les voies de sortie. Ils sont passés dans toutes les maisons, une à une, en ordonnant aux hommes de sortir. Un avion militaire est passé sur nous et ils nous ont fait rentrer rapidement. Une fois l'avion parti, un djihadiste a dit, en fulfulde, « vous, chiens, nous vous avons dit de ne pas travailler avec les ennemis d'Allah, les FDS [Forces de défense et de sécurité] et vous ne nous avez pas écoutés. Est-ce qu'ils vont vous protéger maintenant ? Nous n'avons aucune pitié pour les collaborateurs ». Puis ils ont choisi 11 hommes — ils savaient qui ils voulaient — et leur ont ordonné de se coucher. Ils ont dit aux autres, dont je faisais partie, de sortir... Pendant que je m'enfuyais, les tirs ont commencé.

Un habitant du village qui a aidé à enterrer les morts a dit :

J'ai vu 11 morts... Exécutés en rangée, au milieu du village. Beaucoup ont reçu des balles dans la tête. Ils avaient entre 40 et 75 ans. Plus tard, nous en avons trouvé deux autres dans la forêt. Tous les 13 ont été enterrés dans trois fosses communes. Nous avons l'habitude de voir souvent les djihadistes. Ces derniers mois, ils ont brûlé un bar, kidnappé des maçons qui construisaient un centre de santé et exécuté quelques personnes. Mais après ce massacre, nous avons tous fui.

Un fermier a ajouté : « Ils portaient des turbans et étaient armés d'AK-47. Je m'étais enfui et j'espérais que mon cousin y était aussi parvenu, mais quand je lui ai téléphoné pour voir s'il allait bien, un djihadiste a décroché et m'a dit : "Ton cousin n'est plus" ».

Meurtre de 22 personnes dans le village de Dibilou, dans la région Centre-Nord

Le 25 juillet, des islamistes armés présumés ont tué 22 civils pendant l'attaque du village de Dibilou, dans la région Centre-Nord. Un fermier, qui a survécu en se cachant dans une douche, a raconté :

Il était 16 h 45 ; j'étais au marché. Ils sont venus en ville, à deux par moto, sur environ 25 motos, armés de fusils de guerre et de longues chaînes de balles. J'ai couru vers la maison la plus proche, je me suis caché et j'ai prié pendant 2 heures. Il y a eu des tirs, l'odeur du feu et des cris... « Au nom de Dieu, s'il vous plaît, ne me tuez pas », puis des mots en arabe, puis Pam ! Pam ! Puis le silence. Nous n'étions pas armés — nous n'avions plus d'unités d'autodéfense, ils s'étaient enfuis en janvier — et aucun gendarme n'était là pour nous protéger. Ils ont mis le feu au marché et à des motos, ils ont pillé et abattu des gens au hasard.

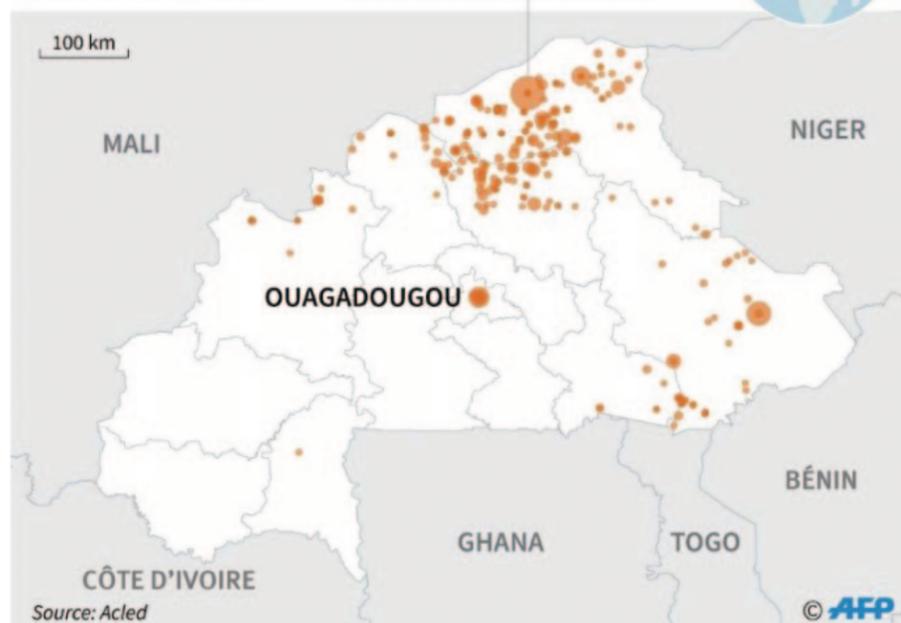
Un témoin qui a aidé à enterrer les morts a décrit la recherche des corps au marché, sur les routes, et dans des endroits situés jusqu'à quatre kilomètres de là :

Nous avons enterré 19 personnes en ville : quatre se trouvaient au marché, quelques-uns dans leurs boutiques ; un homme était caché sous un tapis de prière, dans la mosquée, les autres dans la rue, certains chez eux. Quelques jours plus tard, nous sommes partis à la recherche de personnes disparues, et nous en avons trouvé trois dans leurs fermes, tuées de balles dans la tête. Il y avait 22 personnes, tous des hommes âgés de 25 à 70 ans, tous des Mossis.

Violences au Burkina Faso

Incidents meurtriers attribués à des islamistes armés depuis 2015

Nombre de tués 57 40 20 5



cachait sous leur matelas ; certains ont été traînés hors de chez eux et assassinés ; d'autres ont été trouvés morts sur la route, comme s'ils avaient tenté de fuir. Je les ai entendus dire qu'ils nous extermineraient. « Vous fournissez des informations... Tout ceci se produit à cause de vous. »

Un autre témoin a dit qu'au cours de « l'Opération Doofu », l'armée s'est installée dans l'école de Béléhédé pendant environ une semaine et a lancé ses patrouilles dans la zone. « Les djihadistes nous ont reproché de soutenir l'armée et [les djihadistes] nous ont massacrés quelques semaines plus tard... Les militaires ont également fait des excès dans notre région

... Les djihadistes ont rejeté la faute des mauvaises actions [des militaires] sur nous. »

Meurtre de 18 personnes dans le village de Béléhédé, dans la région du Sahel

Dix-huit civils ont été tués lors de l'attaque d'islamistes armés présumés dans le village de Béléhédé, dans la région du Sahel, le 19 juin 2019. Les témoins ont dit que les islamistes armés accusaient avec insistance les habitants du village de collaborer dans le cadre d'une vaste opération militaire en cours à ce moment-là. Une femme âgée a dit : « Soudain, il y a eu des coups de feu, des balles et des cris, et nous étions encerclés de feu. Après leur départ, j'ai trouvé mon mari, un tailleur, mort, à quelques mètres de chez nous. Il n'avait rien à voir avec cette guerre ». Un autre témoin a dit :

Vers 15 h, j'ai vu des dizaines de djihadistes arriver en moto... Certains sont rentrés de force dans les maisons et se sont mis à tuer, d'autres ont volé nos animaux et pillé nos magasins. Je me suis accroupi pour me sauver et sauver ma famille. Deux heures plus tard, c'était fini. J'ai participé à la récupération des corps des morts : 18 personnes, tous des Foulés et des Mossis, et parmi eux, quatre adolescents. Dix d'entre eux se trouvaient chez eux. Certains ont été abattus alors qu'ils se

Meurtre de 9 personnes dans le village de Zoura, dans la région Centre-Nord

Le 20 octobre, des islamistes armés présumés ont tué neuf civils au cours d'une attaque à Zoura, un village de la province de Bam, dans la région Centre-Nord. Un villageois a dit : « Huit motos, transportant chacune deux personnes, sont arrivées à grand bruit dans le village. Ils tiraient au hasard. Certains portaient des boubous, d'autres des camouflages, tous avaient des turbans. Ils sont descendus de leurs motos et sont allés dans le marché et dans les maisons des gens. La plupart des habitants ont fui le village maintenant ». Un autre habitant a dit :

Nous avons enterré neuf civils, dont un vieil homme et son frère, tous deux tués près du marché, deux autres près de la maternité, un en face de sa boutique, trois dans la résidence d'un tailleur nommé Benjamin et un autre, trouvé mort près de sa moto, à quelques mètres de chez lui.



Meurtre de 14 personnes dans le village de Salmossi, dans la région du Sahel

Le 11 octobre, 2019, à Salmossi, dans la région du Sahel, des islamistes armés présumés ont exécuté au moins 14 hommes appartenant en majorité à l'ethnie Songhai, alors que ceux-ci quittaient la mosquée du village. Trois témoins ont dit que selon eux, l'incident était une riposte à l'exécution de deux jeunes par les forces de défense locales, quelques jours auparavant. Un témoin a dit : « Les assaillants ont menacé le chef, pillé et volé notre bétail. Nous avons mis en place un groupe d'autodéfense pour nous protéger et quelques jours avant l'attaque, ils ont attrapé deux suspects qui ont été tués lors de détention. »

Meurtre de 19 personnes dans le village d'Arbinda, dans la région du Sahel

Le 9 juin, des islamistes armés présumés ont attaqué Arbinda, dans la région du Sahel. Dix-neuf civils ont été tués. Arbinda accueillait de très nombreux civils déplacés et la présence des forces de sécurité était imposante. Deux témoins ont dit que des hommes supposés être des islamistes armés ont pénétré dans la ville sans se faire repérer, lors d'une tempête de vent et de sable. Un témoin a dit :

Ils ont eu peur que les forces de sécurité les attrapent, alors ils ne sont même pas descendus de leurs motos. Au lieu de cela, ils ont traversé la

Des membres d'un groupe islamiste armé présent au Burkina Faso en 2018. Image publiée le 22 mars 2019.

Avec l'autorisation de Defense Post.

ville à toute allure dans un nuage de poussière en tirant sur tout ce qui bougeait. Cela a commencé vers 16 h et cela s'est vite terminé. Plus d'une dizaine de civils ont été blessés, et 19 personnes ont été tuées, dont le fils du chef traditionnel d'Arbinda. La zone du marché a été la plus touchée. Il y avait beaucoup de commerçants parmi les victimes.



Exécution de représentants du gouvernement et d'autres personnes, région du Sahel

Le 3 novembre, des islamistes armés présumés ont exécuté Oumarou Dicko, maire de la ville de Djibo et député de la province de Djibo, et deux autres hommes, après leur avoir tendu une embuscade tandis que leur voiture circulait sur la route allant de Djibo à Ouagadougou. Un quatrième homme, le chauffeur, a également reçu une balle, mais a survécu. Le passager d'un bus, qui a été témoin des meurtres, a dit :

Aux alentours du village de Namsiguia, nous avons vu une voiture renversée sur le bas-côté de la route. Nous avons pensé que c'était un accident. Le chauffeur du bus a arrêté et alors que nous descendions pour aider les passagers de la voiture, quatre assaillants armés, équipés de talkies-walkies ont émergé de la forêt et nous ont menacés de leur fusil. Ils ont ordonné à tous les hommes de se baisser puis nous ont dit de retourner le véhicule. J'ai reconnu le maire et j'ai vu qu'il était blessé au front, mais ce n'était pas une blessure grave. Il m'a dit que leur véhicule avait été pris dans une embuscade.

Lorsqu'il est sorti, un assaillant a demandé : « *Monsieur le Maire, c'est bien vous ?* » Le maire n'a pas répondu et s'est

Le maire de la ville de Djibo, Oumarou Dicko, qui était également membre du parlement pour la province de Djibo, avant d'être assassiné le 3 novembre 2019.

© 2019 AfrikSoir.

dirigé vers les passagers du bus, mais l'assaillant lui a dit de ne pas bouger. Le maire a dit « *Non, ces gens sont mon peuple, et je reste avec eux* ». L'assaillant l'a attrapé par le bras et l'a poussé brutalement sur le côté. Pendant ce temps, un autre assaillant était sur son talkie-walkie. Son interlocuteur lui a demandé s'il était sûr qu'il s'agissait du maire. Il a répondu : « *Oui, nous l'avons* ». Ils nous ont ordonné de retourner dans le bus, et alors que nous avançons, ils ont exécuté le maire, puis nous avons entendu d'autres tirs : ils exécutaient les personnes qui accompagnaient le maire.

Human Rights Watch a également documenté plusieurs autres meurtres dans la région du Sahel : début avril, 2019, le meurtre d'un éminent cheikh religieux, Youssouf Wérèm, et de trois autres personnes dans le village de Hamkan, à proximité d'Arbinda ; et le 11 avril, le meurtre du chef du village de Gasseliki et du conseiller du village d'Aladjou ; enfin, le 12 septembre, l'exécution de deux hommes à Nassoumbou. Tous ces meurtres ont été commis dans la région du Sahel. Des islamistes armés présumés étaient impliqués dans chacun de ces meurtres.

RECOMMANDATIONS

Au gouvernement du Burkina Faso

- Intensifier les efforts en vue de protéger les communautés vulnérables contre le risque d'attaques.
- Veiller à ce que les forces de sécurité protègent de manière impartiale tous les civils, quelle que soit leur appartenance ethnique ou leur affiliation religieuse.
- Veiller à ce que toutes les personnes détenues ou placées en garde à vue par les forces de sécurité gouvernementales soient traitées avec humanité et traduites rapidement devant une autorité judiciaire pour garantir la légalité de leur détention, et à ce qu'elles puissent contacter leurs familles et avocats.
- Fournir des ressources et un soutien adéquats aux juges et au personnel judiciaire burkinabés – notamment la cellule antiterroriste et le parquet militaire – habilités à enquêter sur les allégations d'abus commis par les islamistes armés ainsi que par les forces de sécurité.

Aux groupes islamistes armés présents au Burkina Faso

- Mettre fin à tous les exécutions extrajudiciaires, enlèvements, pillages et autres violations graves des droits humains, ainsi qu'aux menaces de violence contre les membres de la communauté.
- Renoncer à toute attaque et menace visant des agriculteurs, des éleveurs et des commerçants, ou leurs moyens de subsistance.
- Faciliter un accès humanitaire sans entrave aux organisations d'aide.
- Permettre un accès sûr et sans entrave aux entités nationales ou internationales enquêtant sur les violations graves commises par toutes les parties.
- Mettre fin à l'utilisation indiscriminée d'engins explosifs.
- Cesser toute attaque et menace à l'encontre des civils, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé.
- Veiller à ce que toutes les personnes arrêtées, y compris les membres des forces de sécurité capturés, soient traités avec humanité ; sanctionner de manière appropriée les membres de groupes islamistes responsables d'actes de torture et d'autres mauvais traitements.

H U M A N
R I G H T S
W A T C H

[HRW.org/fr](https://www.hrw.org/fr)



(en couverture) Restes calcinés de l'église catholique de Dablo, dans le centre-nord du Burkina Faso, à la suite de l'attaque du 12 mai 2019

© 2019 Privé